

AFRIQUE CENTRALE

Les hommes d'affaires confrontés aux difficultés de transfert des fonds

L'Union des patronats d'Afrique centrale (Unipace) a tenu une session ordinaire, le 24 septembre à Brazzaville, au cours de laquelle elle a évoqué les difficultés auxquelles sont confrontés les opérateurs économiques de la sous-région, parmi lesquelles le problème du transfert des devises.

« L'Unipace note que les difficultés demeurent dans l'ensemble de la sous-région. Difficultés liées à la traçabilité des opérations, aux délais imprécis, à la liasse des documents demandés qui n'est pas harmonisée... », a souligné l'union dans un communiqué. **Page 2**



Les membres de l'Unipace lors de leur assemblée générale

SECTEUR INFORMEL

Les artisans se mettent en réseaux de métiers

En fonction de leur secteur d'activités, les artisans congolais, soutenus par les pouvoirs publics, se sont mis en réseaux de métiers à l'issue d'un atelier tenu du 19 au 20 septembre à Brazzaville. Cette organisation s'inscrit dans le cadre de la structuration du secteur informel souhaitée par l'État en vue d'amener les artisans à migrer dans l'environnement formel.

Pour le conseiller aux Petites et moyennes entreprises auprès du ministère éponyme, Auguste Batangouana, ces assises ont permis aux participants d'identifier leurs préoccupations, à savoir la formation, l'acquisition des terres, l'accès aux financements et aux espaces aménagés. **Page 3**

ÉDUCATION

Rénovation de l'école de l'amitié sino-congolaise de Massengo



L'entrée de l'école de l'amitié sino-congolaise/Adiac

L'ambassadeur de Chine au Congo, Ma Fulin, a procédé hier à la remise des bâtiments rénovés de l'école de l'amitié sino-congolaise à Massengo, dans le neuvième arrondissement de Brazzaville. D'un coût estimé à quatre-vingt-dix millions francs CFA, les travaux de réhabilitation de cet établissement scolaire ont porté sur la restauration des salles de classe, des bureaux, ainsi que la construction de nouveaux bâtiments. **Page 3**

AFRIQUE

Les premières dames plaident pour l'autonomisation des femmes



Les premières dames d'Afrique lançant un appel à l'égalité de sexes

Réunies en marge des travaux de la 74^e assemblée générale des Nations unies, les épouses des chefs d'Etat africains ont lancé un appel pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. La présidente de l'Organisation des premières dames d'Afrique

pour le développement, Antoinette Sassou N'Guesso, a saisi cette opportunité pour inviter les femmes africaines à œuvrer d'ici à 2030 en faveur de l'alimentation, l'éducation et les soins de santé de qualité des enfants du continent. **Page 9**

ÉDITORIAL

2021 et consorts

Page 2

SANTÉ DE LA REPRODUCTION

Près de cinq cents jeunes filles éduquées sur les dangers des grossesses précoces

Page 9

ÉDITORIAL

2021 et consorts

La campagne en vue de l'élection présidentielle de 2021 n'a officiellement pas commencé. Cependant, l'ambiance qui prévaut actuellement au Congo est toute préélectorale, car même si les organismes chargés de la mise en œuvre de ce processus n'ont encore rien annoncé, les faits et gestes des acteurs politiques, les batailles de positionnement qui se développent sur les réseaux sociaux révèlent combien le sujet est d'actualité.

Alors, en effet, que de vraies fausses «Unes» des titres de presse montées de toutes pièces laissent transparaître le choix de l'intox comme mode de communication des adeptes de ces méthodes et en même temps les difficultés que ces derniers éprouvent à se défendre au grand jour, les états-majors politiques, eux, étalent leurs grandes divergences.

Pour dire que les semaines et les mois à venir réservent bien des surprises. Et ce ne sont pas les publications quotidiennes sur Internet des délibérations normalement confidentielles de réunions des formations politiques de la majorité ou encore les sorties médiatiques au ton parfois musclé des groupements d'opposition qui apaiseront ce climat à quelque dix-huit mois du renouvellement du quinquennat du président de la République.

Le comble est que toutes ces agitations finissent par détourner la campagne électorale prochaine de son objectif principal qui est d'amener les futurs candidats à la fonction suprême à débattre non pas des préférences régionales, tribales ou ethniques de chacun d'eux, mais des projets de société qu'ils soumettront à leurs compatriotes.

Très souvent, quand ceux qui ambitionnent d'incarner le destin de la nation se laissent happer par la haine de l'autre, le bénéfice qu'en tire le pays est à somme nulle. Gageons que 2021 ne soit pas pour le Congo une année de cauchemar.

Les Dépêches de Brazzaville

TRANSFERT DES DEVICES

L'Unipace propose un plan d'urgence économique de la zone Cémac

En raison des restrictions liées au transfert des fonds, les opérateurs économiques, réunis le 24 septembre à Brazzaville, ont suggéré un aménagement pour faciliter leurs opérations.



Les participants à l'assemblée générale

La décision a été prise lors de l'assemblée générale ordinaire de l'Union des patronats d'Afrique centrale (Unipace) qui avait pour but de faire le tour des principaux sujets d'actualité économique sous-régionale, au rang desquels l'épineux problème du transfert des devises.

Selon le communiqué final sanctionnant leur réunion, les membres de l'Unipace ont relevé que malgré quelques notes positives dans le traitement des dossiers dans certains pays, les difficultés demeurent dans l'ensemble de la sous-région. Il s'agit, entre autres, de la traçabilité des opérations, des délais pas toujours précis, de la liasse des documents demandés qui n'est pas harmonisée...

A propos de l'impact, il a été retenu que chaque organisation patronale prendra attache avec son autorité monétaire pour demander des précisions, pendant que l'Unipace devra intervenir auprès de l'instance faïtière sous-régionale, la présidence de la Commission. En outre, sur l'environnement économique de

manière générale, l'Unipace a souligné des problèmes de gouvernance, avec une fiscalité peu propice au développement des entreprises.

Ces travaux ont permis également à l'Unipace de se doter d'un plan d'action 2019-2022. Il prend en compte la double dimension économique et sécuritaire de la crise dans la sous-région et fait obligation au patronat sous-régional d'éclairer la Commission et les Etats sur les enjeux du processus d'intégration régionale, de la santé des entreprises de la sous-région.

A cet égard, plusieurs recommandations ont été prises parmi lesquelles le renforcement de la position de l'Unipace en tant que représentante du secteur privé communautaire et interlocutrice de la Commission de la Cémac (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) et des institutions à caractère économique, financier et social ; la veille sur les performances économiques de la zone, le commerce intra-com-

munautaire et les processus d'intégration régionale ; le développement de projets Unipace à impact régional ; la mobilisation de financement de l'Union européenne et des autres institutions de partenariat ; l'extension aux pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et non membres de la Cémac. Par ailleurs, vu ses missions et ses ambitions, il est proposé d'étendre l'Unipace à l'organisation patronale du dernier pays non encore représenté, à savoir la Guinée équatoriale, ainsi qu'aux organisations patronales des pays de la CEEAC non membres de la Cémac. Pour le principe, la facilitation du Bureau international du travail sera sollicitée. L'Unipace, indiquons-le, a été créée en décembre 1997, au Cameroun. Elle compte en son sein quatre pays membres, à savoir le Cameroun, le Congo, le Gabon, la République centrafricaine et le Tchad. Elle est présidée par le Camerounais Célestin Tawamba.

Guillaume Ondzé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raissa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumbéba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mbooussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service)

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Administration des ventes : Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

SECTEUR INFORMEL

Le gouvernement soutient la création des réseaux d'artisans

Un récent atelier national sur la structuration du secteur informel a permis la formation de cinq entités professionnelles autour des métiers de coiffure, couture, mécanique, soudure et vulcanisation. En lançant les travaux de cette rencontre, la ministre de tutelle, Yvonne Adélaïde Mougany, a promis un accompagnement des pouvoirs publics.

L'atelier a réuni deux cent-vingt-cinq promoteurs issus des arrondissements de Brazzaville, du 19 au 20 septembre, dans le cadre d'un programme d'appui au secteur privé initié par la tutelle. Cette activité est intervenue près de six mois après l'étude cartographique du secteur informel au Congo. En effet, la rencontre ayant abouti à la mise en réseaux des artisans vise à permettre aux bénéficiaires de « mieux



Les participants à l'atelier

« Nous avons identifié quatre préoccupations majeures qui ont été exprimées au niveau des cinq groupes de travaux. Il s'agit essentiellement de la formation, l'acquisition des terres, l'accès au financement et pour certains, l'accès aux espaces aménagés »

» faire entendre leur voix et faciliter les interventions de l'État. Mais la structuration du secteur informel n'est qu'une étape puisqu'après, le gouvernement entend lancer d'autres projets destinés à renforcer l'environnement technique de travail selon les métiers sélectionnés.

Pour le conseiller aux Pe-

tites et moyennes entreprises, Auguste Batangoua, les échanges ont permis aux participants d'exposer leurs préoccupations. « Nous avons identifié quatre préoccupations majeures qui ont été exprimées au niveau des cinq groupes de travaux. Il s'agit essentiellement de la formation, l'acquisition des

terres, l'accès au financement et pour certains, l'accès aux espaces aménagés », a-t-il signifié.

Il a indiqué que l'accompagnement de l'État va commencer avec l'identification des artisans. La carte professionnelle leur sera remise pour leur faciliter l'obtention de l'autorisation d'ouverture des éta-

blissements. Ce processus est indispensable, a-t-il ajouté, pour les facilités administratives ainsi que pour les demandes de financement ou de crédit.

L'enrôlement des acteurs a donc commencé. « Pour la carte professionnelle, nous invitons les promoteurs de passer, à partir du 25 septembre, à l'Agence nationale de l'artisanat munis chacun de deux cartes photo, d'une photocopie de la pièce d'identité. Sur place, ils vont fournir la dénomination de leur établissement, les adresses qui éclairent leurs activités et leur résidence », a fait savoir Auguste Batangoua.

Le secteur informel étant constitué des activités de production, de transformation et de services, échappe à la régulation de l'État. À travers leur programme de structuration du secteur, les autorités espèrent le dynamiser et favoriser la migration des acteurs vers le secteur formel.

Fiacre Kombo

SANTÉ

La fondation Brazzaville se mobilise contre les médicaments contrefaits

La structure prépare un ambitieux projet sur les médicaments de qualité inférieure et falsifiés.

L'initiative implique l'engagement, par plusieurs chefs d'Etat africains, à criminaliser le trafic des produits frêlatés, imposer des pénalités sévères et assurer une application rigoureuse de celles-ci. Ce sera la première phase cruciale d'un programme à long terme visant à améliorer l'accès à des médicaments sûrs et efficaces.

Le début de cette initiative devait être marqué par une cérémonie de signature, initialement prévue les 8 et 9 octobre à Lomé, au Togo. Elle a été reportée en raison de la tenue, aux mêmes dates, d'un sommet spécial à Lyon, en France, sur la reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Les nouvelles dates choisies seront prochainement annoncées.

Au regard de l'importance de cette initiative et des autres travaux de la fondation sur les médicaments de qualité inférieure et falsifiés, y compris les préparatifs d'une grande conférence avec les ministres africains de la Santé, l'année prochaine, le président de la fondation Brazzaville, Jean Yves Olivier, a invité plusieurs membres du conseil consultatif à former un « groupe de leadership ».

Celui-ci sera composé de Kgalema Motlanthe, Kabiné Komara, Amama Mbabazi et Jean-Louis Brugière. L'ancienne présidente du Malawi, Joyce Banda, sur laquelle Jean Yves Olivier espère pour faire bientôt partie du conseil consultatif, a accepté d'intégrer le « groupe de leadership ».

La Rédaction

EDUCATION

La Chine réhabilite l'école de l'amitié sino-congolaise à Massengo

Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, a réceptionné, le 25 septembre à Brazzaville, l'établissement scolaire situé au quartier Massengo, dans le neuvième arrondissement de la capitale.

La coopération chinoise a restauré des salles de classe, des bureaux, et construit quelques bâtiments dont l'objectif est d'offrir aux élèves et enseignants un environnement scolaire décent afin de travailler dans de meilleures conditions. Les travaux de rénovation de l'établissement ont duré sept mois pour un coût global de quatre-vingt-dix millions francs CFA. L'école primaire de l'amitié sino-congolaise de Massengo totalise, pour les deux vagues A et B, mille neuf cents élèves.

L'impact est également positif sur les parents puisque le système éducatif est ainsi revalorisé. La remise officielle de cette école à l'Etat intègre aussi les activités de commémoration des dix ans de son existence et du 55e anniversaire de l'amitié sino-congolaise. « Cette école avait été construite grâce à une aide chinoise sous

forme de don, il y a dix ans passés. Si nous mettons l'accent sur l'éducation, c'est parce qu'elle décide de l'avenir, fournit le capital humain et promet un avenir de développement », a indiqué Ma Fulin, ambassadeur de Chine au Congo.

Le diplomate chinois a profité de la circonstance pour annoncer la réouverture prochaine d'une autre école de l'amitié sino-congolaise au PK 45, au village Ignié. « Nous allons encore faire plus dans le domaine de l'éducation dans nos agglomérations. Avec tous les efforts que nous déployons ensemble, les conditions seront améliorées afin de contribuer à la stratégie de la marche vers le développement du Congo », a ajouté l'ambassadeur de Chine au Congo.

Outre la réception des bâtiments et salles de classe rénovées, le ministre de l'Enseignement primaire a reçu

de l'ambassadeur un don de matériel didactique ainsi que des équipements sportifs. Ce geste généreux a ému le ministre qui n'a pas manqué de louer le resserrement des liens d'amitié sino-congolaise et a apprécié le niveau d'investissement scolaire de la Chine en Afrique, en général, et au Congo, en particulier.

« Les 55 ans de l'amitié entre la Chine et le Congo que nous célébrons cette année ont été placés par les deux chefs d'Etat à un niveau du partenariat-stratégique. Vous la matérialisez au quotidien. Dans le département de la Lékoumou, nous avons aussi inauguré une école réhabilitée par la Chine. Au nom de la communauté éducative du Congo, je vous traduis toute ma reconnaissance et continuerai d'espérer sur cette coopération dans le domaine scolaire », a assuré le ministre Anatole Collinet Makosso. Outre l'école de l'amitié sino-congolaise de Massengo, dans le cadre de l'investissement scolaire, le ministre de l'Enseignement primaire a cité le complexe Révolution-Gampo-Ollilou et s'est souvenu de l'initiative du jumelage des élèves congolais et chinois.

Fortuné Ibara

« Cette école avait été construite grâce à une aide chinoise sous forme de don, il y a dix ans passés. Si nous mettons l'accent sur l'éducation, c'est parce qu'elle décide de l'avenir, fournit le capital humain et promet un avenir de développement »,

AFRIQUE CENTRALE

Le commerce intra-communautaire ne représente que 3,5%

Les six pays composant la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) commercent à peine, parce que leurs échanges représentent seulement 3,5% et leurs importations, notamment des produits agroalimentaires, sont estimées à deux mille milliards francs CFA par an, selon les statistiques établies par les experts qui ont animé, mercredi à Malabo, les travaux de la trente-cinquième session de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA).

« L'Afrique centrale est l'une des sous-régions où les Etats commercent très peu. Les échanges intra-communautaires sont de l'ordre de 3,5% seulement », a révélé Michel Niama, conseiller à la Cémac, dans un panel où ont été également évoquées les questions liées, entre autres, à l'avenir du franc CFA utilisé par 151 millions de personnes à travers l'Afrique.

Le commerce intra-communautaire est principalement entravé par la construction des infrastructures.

Malgré ce tableau peu reluisant, les analystes économiques reconnaissent tout de même que la sous-région a du potentiel pour commercer et se développer.

Au regard de la carte du monde, l'Afrique centrale (élargie à la CEEAC) est la zone qui affiche le plus de ressources naturelles : pétrole, bois, minerais, à en croire les experts qui sont également d'avis que le développement de l'agriculture est au

centre de tout développement. « Des exportations sont assez limitées dans la zone Cémac. Le niveau de transformation (des matières) est très bas », a souligné M. Niama.

« Le Congo, le Gabon et la

Guinée équatoriale sont les plus grands importateurs des produits agroalimentaires. Ce qu'ils importent peut (pourtant) être trouvé dans la sous-région ; c'est le cas de la viande bovine au

Tchad », a-t-il dit.

Les importations de la Cémac coûteraient deux mille milliards francs CFA par an, dont huit cents milliards francs CFA pour les seuls produits carnés. « L'idéal pour la sous-région

aujourd'hui est d'inverser cette tendance ; en allant vers la diversification économique. Il faut commencer par transformer certains produits locaux », a suggéré Juste Désiré Mondélé, conseiller spécial à la présidence de la République du Congo.

La sous-région ambitionnerait d'atteindre 10% du commerce intra-communautaire à l'horizon 2029. « Il nous faut diversifier nos économies, sinon nous resterons piégés par nos propres ressources qui ne serviront qu'à alimenter les industries d'ailleurs. Il nous faut développer le made in Central africa », a-t-il conseillé. « Il faut plutôt réinventer l'homme ; changer sa mentalité. Je pense que le Rwanda l'a fait et s'en sort bien. On parle de la diversification, mais qui va produire si l'homme n'est pas préparé à cela », a réagi Mama Kéita, chef de la section des politiques et des réformes pour la diversification économique à la CEA.

La Rédaction



Une vue des panélistes/DR

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES
CÉRAMIQUES MUSIQUE







L'art dans sa Généralité,
de la Tradition
à la Modernité

Musée du Bassin du Congo
galerie CONGO

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassoou Nguesso
immeuble les manguiers (Mipila)
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les Etats promettent à l'ONU de mobiliser des financements

Les dirigeants du monde ont exprimé leur volonté lors d'un sommet de deux jours, consacré à l'amélioration des conditions de vie dans leur pays respectif, dont les travaux ont pris fin le 25 septembre.

Dans une déclaration de politique intitulée « Préparer une décennie d'action et de résultats pour le développement durable », adoptée à l'unanimité, les chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que d'autres décideurs ont promis également de contribuer effectivement à l'amélioration des conditions de vie au niveau national.

Plusieurs mesures ont été annoncées lors du sommet sur les Objectifs de développement durable (ODD) pour favoriser leur atteinte dans les Etats membres. Le Brésil, par exemple, s'est engagé à réduire d'un tiers la mortalité prématurée due aux maladies non transmissibles d'ici à 2030. La Finlande a promis d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2035. Les Maldives vont développer un partenariat avec Parley for the Oceans, American express, ABInBev et Adidas, pour créer un cadre national permettant de réaliser de nombreux objectifs; le Mexique s'est engagé à fournir un accès à internet à tous, y compris aux communautés vulnérables.

Citons aussi la Grèce qui, elle, s'est engagée à promouvoir la croissance verte par le biais de l'économie circulaire, mais également les Pays-Bas qui ont pris la décision de doubler le nombre de personnes qui

ont accès à la justice grâce à l'aide néerlandaise dans certaines régions d'Afrique et du Moyen-Orient.

Des entreprises de vingt-cinq pays se sont engagées à atteindre zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici à 2050, dans le cadre de l'initiative du Pacte mondial des Nations unies appelée « L'ambition des entreprises pour 1,5 degré Celsius : notre seul avenir ».

« Agir et travailler ensemble pour des résultats pour tous »

Lors du sommet sur les ODD, le président de l'Assemblée générale des Nations unies, Tijani Muhammad-Bande, a souligné: « *Le multilatéralisme est le seul moyen pour nous de relever les défis mondiaux complexes auxquels sont confrontées les générations actuelles et futures* ». Il a ajouté: « *Une décennie d'action et de concrétisation est l'occasion pour nous de réaliser la promesse historique du Programme 2030 et de garantir une action collective mondiale et une responsabilité partagée. Nous devons agir et travailler ensemble pour fournir des résultats pour tous* ».

De son côté, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a exhorté les Etats membres à respecter

leurs engagements et invité tous les secteurs de la société à se mobiliser pour le Programme 2030.

« *Nous devons intensifier nos efforts (...). Le temps est venu d'un leadership audacieux, à la fois individuel et collectif* », a-t-il souligné, appelant les Etats membres, les autorités locales et le secteur privé à une action ambitieuse. Il a, en outre, demandé aux médias, aux universités et aux jeunes de développer des partenariats et de faire en sorte que les dirigeants rendent des comptes. En 2015, les pays membres avaient adopté à l'unanimité le Programme de développement durable à l'horizon 2030 - le plus ambitieux projet de transformation du monde pour renforcer la prospérité et assurer le bien-être de tous, tout en protégeant l'environnement. Fort malheureusement, le rapport annuel d'évaluation du secrétaire général de l'ONU ainsi que le rapport mondial sur le développement durable rendu public par un groupe de scientifiques indépendants avant le sommet sur les ODD, ont révélé que les progrès réalisés jusqu'à présent risquent d'être annulés par l'aggravation des inégalités sociales et des effets potentiellement irréversibles du changement climatique.

Nestor N'Gampoula

AFRIQUE

Un enfant sur cinq privé des vaccins élémentaires

La situation a été déplorée hier à Cotonou par le représentant adjoint du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) au Bénin, Francois Kampundu.

S'exprimant au cours d'un entretien accordé à Xinhua, dans la métropole béninoise, en marge de la réunion des directeurs des programmes élargis de vaccination des pays de l'Afrique de l'ouest, Francois Kampundu, a estimé que le non-respect de cette norme en matière de vaccination chez les enfants en Afrique a engendré l'endémie des trois maladies que sont : la rougeole, la rubéole et le tétanos néonatal.

« *Face à ce défi, les responsables nationaux de la vaccination doivent travailler sans relâche pour que les investissements financiers, humains, matériels et logistiques nationaux accroissent afin que les vaccins convenus au titre de la vaccination systématique, mais aussi les vaccins à introduire, soient effectifs pour notre intérêt à tous et celui des enfants* », a-t-il souligné.

Il a également plaidé pour la mise en place de mécanismes nationaux innovants en faveur de la vaccination. « *La mise en place des alliances ou des fondations nationales pour les vaccins et la vaccination peuvent jouer un rôle clé dans le plaidoyer pour un effort collectif et public-privé pour la vaccination et ce, pour le bien-être des enfants africains, en vue de la couverture sanitaire universelle et l'atteinte de l'Objectif de développement durable n°3 de l'Agenda 2030 (permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous et à tout âge)* », a-t-il affirmé.

Pour ce haut fonctionnaire onusien en poste à Cotonou, de toutes les interventions de nature sanitaire, la vaccination est l'une des plus puissantes et des plus efficaces en termes de coût. « *Elle prévient des maladies déprimantes et des invalidités, et permet de sauver chaque année deux à trois millions de décès chez les enfants selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé. Lorsqu'elle est mise à l'échelle, elle garantit des résultats exceptionnels sur la santé de la population, notamment sur celle des enfants de moins de 5 ans et sur celle de la femme* », a-t-il fait observer.

Malheureusement, a-t-il regretté, des disparités frappantes dans l'accès aux vaccins persistent d'un pays à l'autre et au sein d'un même pays, quel que soit leur niveau de revenu.

« *Cette disparité dans l'accès aux vaccins s'est traduite par de récentes flambées dévastatrices de rougeole dans de nombreuses parties du monde - y compris des pays ayant globalement des niveaux élevés de vaccination* », a-t-il déploré, soulignant qu'en 2018, près de trois cent cinquante mille cas de rougeole ont été signalés dans le monde, soit au-delà de deux fois plus qu'en 2017.

ETATS-UNIS

Une enquête ouverte en vue d'une destitution de Trump

La présidente de la Chambre des représentants des Etats-Unis, Nancy Pelosi, a annoncé mardi l'ouverture d'une enquête formelle en vue de destituer le président américain, au sujet de la conversation téléphonique controversée qu'a eue ce dernier avec le président ukrainien, Volodymyr Zelensky.

« *Aujourd'hui, j'annonce que la Chambre des représentants engage la procédure d'une enquête officielle de destitution* », a déclaré la démocrate californienne, après avoir conclu une réunion à huis clos avec le caucus démocrate à la Chambre des représentants.

Citant l'aveu du locataire de la Maison-Blanche cette semaine selon lequel il avait évoqué le candidat démocrate à la présidence, Joe Biden, lors de l'appel téléphonique du 25 juillet avec le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, Nancy Pelosi a dit que les actions de la présidence Trump ont révélé la façon déshonorante avec laquelle le président a trahi son serment, la sécurité nationale et l'intégrité des élections.

Elle a fait savoir qu'elle ordonnerait à six comités de la Chambre de procéder à leurs investigations sur le président « sous l'égide de l'enquête de destitution ». « *Le président doit rendre des comptes. Personne n'est au-dessus des lois* », a-t-elle affirmé.

Sur Twitter, Donald Trump a immédiatement réagi à cette annonce, qualifiant une telle enquête de « harcèlement de la présidence ». Il a affirmé que les démocrates « *n'ont même jamais vu la transcription de la conversation téléphonique* », précisant que leur décision de le destituer constituait « une chasse aux sorcières intégrale ».

Plus tôt dans la journée, le président américain a dit avoir autorisé la publication de la transcription complète de son appel à son homologue ukrainien.

Le président a tweeté depuis New York, où il assistait à la session de l'Assemblée générale des Nations unies, qu'il avait « autorisé la publication dès demain de la transcription complète, entièrement déclassifiée et non expurgée » de la conversation téléphonique. « *Vous verrez que c'était un appel très amical et parfaitement approprié* », a-t-il ajouté.

Xinhua

CONGO TERMINAL MAINTIENT SA CERTIFICATION ISO 9001/2015

Engagé dans un processus de certification de ses prestations afin d'améliorer davantage les services offerts aux clients, Congo Terminal avait obtenu la certification ISO 9001/2015 en juin 2017 à l'issue des audits menés par Bureau Veritas. L'audit de suivi n°2 de son Système de Management de la Qualité (SMQ) s'est déroulé du 9 au 11 septembre 2019 et n'a relevé zéro non-conformité tant mineure que majeure. L'entreprise table désormais sur cinq (5) points sensibles et plusieurs pistes d'amélioration sur lesquelles elle devra redoubler d'efforts afin de maintenir le renouvellement de sa certification en mars 2020.

FINANCE CLIMAT

Une plate-forme mondiale pour accompagner les pays les moins avancés

La coalition créée vise à aider les pays en voie de développement à financer l'atteinte de leurs ambitions climatiques.

Le Fonds vert pour le climat, l'Agence internationale de l'énergie renouvelable (Irena), le SEforAll et le Programme des Nations unies pour le développement ont noué un partenariat pour accélérer la mobilisation des investissements climatiques: la Climate investment platform (CIP). « La Climate investment platform est une initiative cruciale qui simplifiera l'accès à la finance climatique. Elle permettra de catalyser les investissements pour la mitigation et l'adaptation dans les pays en voie de développement, en soutenant ceux qui ont le plus besoin d'une action climatique », a affirmé Yannick Glemarec, le directeur exécutif du Fonds vert pour le climat.

Le premier service lancé sur cette plate-forme est dédié à la transition énergétique qui permettra de réduire deux tiers des émissions globales en termes de CO2. D'autres services consacrés à l'adaptation, à l'usage des terres, aux villes et aux infrastructures seront lancés d'ici au premier trimestre 2020. « Les énergies renouvelables sont la solution la plus efficace et disponible pour la réduction des émissions. Associées à l'efficacité énergétique, elles peuvent permettre 90 % des réductions d'émissions convenues dans le cadre de l'Accord de Paris. Mais pour y parvenir, il faudra augmenter de manière drastique les investissements ainsi que leur déploiement », a soutenu Francesco La Camera, le directeur général de l'Irena.

Les services fournis par le CIP couvrent quatre composantes de la chaîne de valeur du financement climatique. Il s'agit de l'assistance des gouvernements dans la précision de leurs ambitions et dans l'accroissement de leurs contributions déterminées, la mise en place de politiques énergétiques adaptées, l'assurance des risques financiers pour les projets énergétiques et la mise en place d'un marché connectant les investisseurs et les porteurs de projets.

Josiane Mambou Loukoula

G5 SAHEL

Rock Marc Christian Kaboré plaide la cause de la force régionale

Au cours de son intervention devant l'Assemblée générale de l'ONU, le 24 septembre, le président du Burkina Faso a passé en revue la situation sécuritaire dans la région et insisté sur la sempiternelle question du financement de la force conjointe.

« Je renouvelle mon appel à la solidarité bilatérale internationale afin de doter la force conjointe du G5 Sahel d'équipement et de ressources financières prévisibles et pérennes. Les deux piliers, sécurité et développement, sont nécessaires pour la stabilité de la région », a déclaré Rock Marc Christian Kaboré.

Le président burkinabè a dit insister sur le sujet parce que le grand projet de coopération sécuritaire régionale dans le Sahel n'avance, selon lui, « qu'à petits pas » d'autant que son financement n'a pas toujours abouti.

« A l'instar de mes pairs de la Cédéao et en ma qualité de président en exercice du G5 Sahel, je lance un appel pour un mandat plus robuste et plus offensif en faveur de la Minusma. Un tel mandat devra permettre de sécuriser et stabiliser davantage le Mali et, partant, tous les autres pays du G5 Sahel », a-t-il abondé.

Roch Marc Christian Kaboré est revenu sur les attentes des chefs d'État ouest-africains, tout en rappelant qu'un consensus entre ces dirigeants s'était dégagé lors du sommet de Ouagadougou, le 14 septembre dernier. A cette occasion, ils avaient notamment demandé que le Conseil de sécurité puisse revoir le mandat de l'opération de maintien de la paix

au Mali, la Minusma, ainsi que celui de la force conjointe du G5 Sahel. Il a, par ailleurs, salué l'engagement pris au sommet du G7 de Biarritz, en France, pour contrer l'action des djihadistes dans le Sahel.

« Avec l'Allemagne et la France, nous avons proposé (...) la mise en place d'un partenariat international en faveur de la stabilité et de la sécurité au Sahel, qui intègre les questions de lutte contre le terrorisme et le développement. Je voudrais appeler ici tous les partenaires à adhérer sans réserve à cette initiative, car la paix et la stabilité du Sahel sont aussi celles de l'Afrique et du reste du monde », a poursuivi le président burkinabè.

Notons que le G5 Sahel cherche toujours les 2,4 milliards d'euros de promesses de dons faites par ses partenaires pour financer son premier programme d'investissement prioritaire 2019-2021.

Nestor N'Gampoula

AVIS DE RECRUTEMENT

Une institution financière de la place recrute des Caissiers

PROFIL RECHERCHE :

- Avoir au minimum un Bac + 3 en Banque et Assurance, en Finance et Gestion Bancaire, Gestion Financière et Fiscalité, Economie Monétaire et Financière ;
- Avoir d'excellentes aptitudes à la communication et au service à la clientèle, de solides compétences en mathématiques ;
- Savoir traiter et inscrire les opérations courantes des clients de la banque : recevoir des dépôts et des remboursements de prêts, encaisser des chèques, émettre des retraits d'épargne et enregistrer tous les dépôts effectués par les clients le jour même ;
- Savoir effectuer des tâches spécialisées comme des traites bancaires et mandats personnels ou convertir des devises ;
- Savoir compter les espèces ;
- Avoir la maîtrise parfaite du Français, d'une autre langue (le Chinois de préférence) ainsi qu'une (1) année d'expérience dans une institution financière de la place, dans la zone CEMAC, dans une coopérative d'épargne ou de crédit serait un atout ;
- Etre disponible à travailler en dehors des horaires réguliers
- Etre rigoureux et objectif
- Etre intègre, moral et loyal
- Etre dynamique et organisé
- Avoir l'esprit d'équipe.

COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- CV accompagné d'une photo et d'une lettre de motivation
 - Références des deux précédents employeurs (le cas échéant)
- Les dossiers de candidature devront être envoyés à l'adresse suivante : recrutement.talent@yahoo.com au plus tard le 15 Octobre 2019 à 17h00.

Aucun dossier ne sera pris en compte dépasser ce délai.

NB : seuls les candidats (es) présélectionnés (es) seront convoqués(es) pour passer le test et les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.



Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE



UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Journaux



Magazines



Chemises à rabat



Cartes de visite



Dépliants



Livres



Calendriers



Flyers, Affiches

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

B4, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

ALGÉRIE

Le frère d'Abdelaziz Bouteflika condamné à quinze ans de prison

La décision a été prise le 24 septembre par un tribunal militaire après avoir jugé Saïd Bouteflika pour « atteinte à l'autorité de l'armée » et « complot contre l'autorité de l'État », a-t-on appris.

Le frère du président déchu et d'autres personnes étaient poursuivis pour des réunions tenues dans le but d'étudier une autre option de transition différente de celle proposée par le chef d'état-major de l'armée, le général Ahmed Gaïd Salah, qui demandait publiquement le départ d'Abdelaziz Bouteflika. En tant qu'homme fort du pays, le haut gradé de l'armée avait dénoncé un complot organisé et promis de neutraliser les auteurs, mais certains analystes y voient déjà « un règlement de comptes politique ».

Outre Saïd Bouteflika, l'ex-chef de renseignement, le général « Toufik » et la secrétaire générale du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune, jugés dans la même affaire devant le tribunal militaire de Blida, ont écopé de la même peine. Le tribunal basé au Sud d'Alger a, par ailleurs, condamné à vingt ans de prison l'ancien ministre de la Défense et ex-chef d'état-major de l'armée, Khaled Nezzar; son fils Lotfi ainsi que Farid Benhamdine, gérant de la Société algérienne de pharmacie. Tous les trois hommes étaient jugés par contumace dans la même affaire.

Quelques heures avant la décision fi-

nale, le parquet de Blida avait requis vingt ans de prison pour Saïd Bouteflika et pour les autres prévenus jugés dans ce procès, ouvert le 23 septembre. La presse n'y était pas conviée mais seuls les avocats et les familles des accusés ont eu le droit d'assister aux audiences. Le procès contre les présumés était tellement attendu après une vague d'arrestations massives dans l'entourage d'Abdelaziz Bouteflika, contraint à la démission par des mouvements de contestation en avril dernier. Pour respecter la procédure, des enquêtes judiciaires avaient été ouvertes sur des faits présumés de corruption visant les intéressés, d'ex-hauts responsables politiques et des hommes d'affaires, accusés d'avoir profité de leurs liens privilégiés avec le régime d'Abdelaziz Bouteflika.

En ce qui concerne particulièrement le frère du président déchu et les deux ex-patrons du renseignement, respectivement le général « Toufik » et Athmane Tartag, ils avaient été incarcérés le 5 mai. La secrétaire générale du Parti des travailleurs avait été placée en détention provisoire quatre jours plus tard.

Nestor N'Gampoula

PRÉSERVATION DES FORÊTS DU BASSIN DU CONGO

La Norvège octroie cent cinquante millions de dollars au Gabon

L'appui financier, attribué en marge du sommet « Action climat 2019 », entre dans le cadre de l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (Cafi).



Le Gabon, premier pays d'Afrique à recevoir une contribution financière pour la préservation de sa forêt, poursuivra grâce à l'enveloppe reçue la lutte contre le changement climatique.

Les efforts consentis par ce pays sont valorisés à travers un contrat de dix ans pour la réduction de ses émissions des gaz à effet de serre dues à la déforestation et à la dégradation, et pour l'absorption du dioxyde de carbone de ses forêts naturelles. L'accord inclut un signal important en fixant le prix plancher du carbone à dix dollars la tonne lorsque les résultats sont certifiés 1 et à cinq dollars dans le cas contraire. « L'accord prend correctement en compte le statut particulier du Gabon en tant que pays à forte couverture forestière et à faible taux de déforestation. Le pays est recouvert à 88% de forêts et j'espère que notre partenariat pourra les aider à atteindre leur objectif de maintenir 98% de ce couvert forestier à l'avenir », explique Ola Elvestuen, ministre norvégien du Climat et de l'environnement dans un communiqué.

Pour Lee White, ministre gabonais de la Forêt, de la mer, de l'environnement, chargé du Plan climat, le Gabon doit augmenter la valeur de ses forêts tropicales afin de donner des garanties sur le caractère durable de la conservation et l'exploitation. Car, souligne-t-il, « le consentement de la Norvège à doubler le prix de la tonne de

dioxyde de carbone des forêts tropicales dans cet accord est très important et nous permet d'espérer que la communauté internationale s'acheminera vers un prix réaliste, qui incitera véritablement les pays forestiers à suivre notre exemple ».

Ceci, poursuit-il, doit être utilisé comme outil pour améliorer le niveau de vie de la population gabonaise en créant des emplois et des moyens de subsistance, tout en préservant les trésors naturels et les écosystèmes riches en biodiversité.

Le Gabon a préservé la majorité de sa forêt vierge protégée depuis le début des années 2000 en créant treize parcs nationaux, dont l'un est classé au patrimoine mondial de l'Unesco. Le pays a considérablement progressé dans la gestion durable de ses ressources en bois hors des parcs. En conséquence, alors qu'il ne possède que 12% des forêts du bassin du Congo, le pays héberge près de 60% des éléphants de forêts qui subsistent en Afrique - un indicateur clé de la bonne gestion des ressources naturelles.

Le sommet « Action Climat 2019 », convoqué à New York par le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, visait à présenter des plans réalistes pour le renforcement des contributions déterminées au niveau national d'ici à 2020, afin de parvenir à zéro émission nette de gaz à effet de serre au milieu du siècle.

Josiane Mambou Loukoula

DYNAMISME TOURISTIQUE

L'Afrique occupe la deuxième place

Après l'Asie-pacifique, le continent africain a été, en 2018, la deuxième région touristique la plus dynamique au monde, révèle le « Jumia Hospitality Report 2019 ».

Avec soixante-sept millions de touristes accueillis en 2018, le continent a enregistré une croissance de 7% de ses arrivées touristiques par rapport à 2017 et plus de 15% par rapport à 2016. Selon le rapport, cette augmentation progressive est attribuée à la facilité et au moindre coût des déplacements, en particulier à l'intérieur du continent.

D'après les statistiques, les dépenses des touristes voyageant à l'intérieur du continent représentaient 56% des dépenses totales des touristes contre 44% pour les touristes provenant de destinations internationales. Cette dynamique devrait se poursuivre dans les prochaines années, grâce à la mise en œuvre de la Zone de libre-échange conti-

mentale africaine qui stimulera la circulation des personnes entre les pays africains, à en croire les prévisions. « Les gouvernements doivent être disposés à éliminer l'obligation de visa pour les ressortissants africains qui se rendent dans leurs pays. Les ministères et les autres organisations partenaires responsables devraient créer des campagnes de promotion de leurs destinations de voyage locales et de leurs offres touristiques afin d'attirer davantage de voyageurs régionaux », a indiqué, à cet effet, Estelle Verdier, responsable des voyages chez Jumia.

Au total, l'industrie touristique africaine a enregistré une croissance de 5,6% en 2018, contre une moyenne mondiale de 3,9%. L'année dernière, l'industrie du tourisme et du voyage a contribué à hauteur de 8,5% au produit intérieur brut du continent contre 8,1% en 2017.

J.M.L.

INSTITUT
FRANÇAIS
DU CONGO

PROGRAMME
DE LA SEMAINE
DU 23 AU 29 SEPTEMBRE 2019

MARDI 24 SEPTEMBRE

18h30 : Ciné-club : La sirène de Faso Fani

MERCREDI 25 SEPTEMBRE

15h00 : Débat d'idées : « Les effets pervers de la loi de finance 2019 »

19h00 : Mercredi à la cafétéria : Embeudah Musik

JEUDI 26 SEPTEMBRE

15h00 : Rencontre littéraire : Les vœux du larynx

VENDREDI 27 SEPTEMBRE

18h00 : Restitution des formations du Programme Vivendi Create Joy / Universal Group

SAMEDI 28 SEPTEMBRE

14h00 : Festival : 3ème édition Mboté Hip Hop présenté par Juliette Fievet (Légendes Urbaines - RFI), KMF et Maxi Tenace. Avec Alesh, Innoss'B, Biz Ice, Makhalba Malechek, Key Kolos, Young Ace, A6, I DANCE et les gagnants tremplin 2019.

Pour plus d'infos, veuillez consulter notre agenda du mois sur
www.institutfrancais-congo.com



NOUVEAUX FORMATS DOYPACK

DISPONIBLES DANS LES SUPERMARCHÉS



SARIS
Congo

Dans le but de diversifier son offre commerciale et de satisfaire les besoins les plus variés de sa clientèle, SARIS Congo a lancé sur le marché congolais, un nouveau conditionnement pour le sucre blond et blanc, dénommé DOYPACK.

Le Doypack est un sachet souple qui tient debout avec un bec verseur dans lequel est contenu le sucre Princesse TATIE en granulé blond ou blanc 750 grammes.

Tendance et pratique, ce nouvel emballage Doypack marque sans cesse notre volonté d'innover et aussi d'étoffer nos offres afin de répondre aux besoins évolutifs et spécifiques de notre clientèle. Il est mis à la disposition de nos consommateurs à des prix très compétitifs de 850 FCFA l'unité.

*Créé en 1982 par le baron Louis Doyen, pionnier FOG de France, propriétaire de la marque DOYPACK (DOY en Packaging) et produit sous licence avec les grands fabricateurs de films plastiques : La Cellotrans (France), Kalle (Allemagne), Sealed Air (Etats), Fujifilm (Japon), Grati Paga (Marques), etc.

Sucrez vos envies...

GENRE

Les premières dames d'Afrique plaident pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

En marge de la 74^e assemblée générale de l'ONU, les épouses des chefs d'Etat africains se sont réunies le 24 septembre, à New York, pour lancer un appel à l'action.

Dans son discours d'ouverture des travaux, la présidente de l'Organisation des premières dames d'Afrique pour le développement (Opdad), Antoinette Sassou N'Guesso, a exhorté les femmes africaines, en particulier les épouses des chefs d'Etat, à faire que d'ici à 2030, tous les enfants africains obtiennent l'effectivité d'avoir trois repas par jour ; reçoivent une instruction de qualité ; bénéficient d'une prise en charge médicale efficace ; et qu'ils aient un emploi décent.

L'Opdad, née des cendres de l'Opdas, doit, selon elle, « faire en sorte que la vision que postule l'Agenda 2063 de l'Union africaine ne reste pas au stade du slogan creux, mais soit un véritable levier pour le développement ».

« La femme africaine que nous représentons doit pouvoir, demain plus qu'aujourd'hui,



Les premières dames d'Afrique lançant un appel à l'égalité de sexes et à l'autonomisation de la femme

la croisée des chemins et notre organisation doit pouvoir, dans la complémentarité avec les autres forces qui veulent impul-

préconisations » en termes d'accès des filles et des femmes à une éducation de qualité ; d'autonomisation et d'inclusion financière des femmes et des jeunes filles ; de violence fondée sur le genre à l'encontre des femmes et des filles ; de la maîtrise de la santé sexuelle et reproductive ; de l'adoption de lois instaurant les mêmes droits pour tous, etc.

« C'est par des choses aussi simples et réglées, sous d'autres cieux, que nous gagnerons la bataille de l'égalité et de l'autonomie, non contre l'autre sexe, mais pour une vie meilleure de

nos enfants », a-t-elle indiqué. Par ailleurs, Antoinette Sassou N'Guesso reste convaincue que les bonnes pratiques présentées au cours de cette assemblée leur permettront d'améliorer leurs expériences respectives. Car, « beaucoup reste à faire dans le sens de l'autonomisation économique de la femme africaine », a-t-elle reconnu.

D'autres premières dames comme Amai Auxillia Mnangagwa du Zimbabwe et vice-présidente de l'Opdad, Jeannette Kagame du Rwanda, Fatima Bio de la Sierra Leone, Denise Tshisekedi de la République démocratique du Congo, ont pris

la parole pour faire le point sur les expériences acquises dans leur pays respectif. Elles ont relevé tour à tour des lacunes et des opportunités pour la réalisation et la promotion de l'autonomisation des femmes en Afrique.

La 23^e assemblée générale de l'Opdad a permis aux participants d'établir et de renforcer des partenariats pour faire progresser les droits des femmes en Afrique, et de faire mieux comprendre le rôle de chacun dans la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

Yvette Reine Nzaba

« C'est par des choses aussi simples et réglées, sous d'autres cieux, que nous gagnerons la bataille de l'égalité et de l'autonomie, non contre l'autre sexe, mais pour une vie meilleure de nos enfants »

jouer son rôle de pourvoyeuse de bonheur, de créatrice de richesse et de gardienne des valeurs équilibrées. L'Afrique est à

ser notre continent vers les sommets, prendre sa place et toute sa place », a déclaré l'épouse du chef de l'Etat congolais. Pour elle, il s'agit de dépasser « les habituelles

SANTÉ DE LA REPRODUCTION

Environ cinq cents jeunes filles édifiées sur les dangers des grossesses précoces

En appui à la commune d'Oyo pour la poursuite de sa politique de lutte contre les comportements déviants et la recrudescence des grossesses non désirées, le Mouvement des jeunes congolais pour la réflexion et l'analyse (Mojecra) a obtenu du Fonds canadien d'initiatives locales un soutien financier pour sensibiliser des jeunes filles sur la question.

Le lancement officiel de la campagne a eu lieu, le week-end dernier, à la maison commune d'Oyo, dans le département de la Cuvette. L'activité s'inscrit dans le cadre du partenariat entre la mairie de cette commune, le conseil municipal et le Mojecra, sur le thème « Les causes et conséquences des grossesses précoces ». « Cette campagne qui vient d'être lancée dans ma localité témoigne notre responsabilité commune et la prise en compte de nos doléances concernant le renforcement de la lutte contre les antivaleurs. C'est donc pour moi une grande satisfaction. Nous sommes convaincus que le message sera relayé par nos jeunes filles. Car, sur les cinq cents filles que nous mobiliserons pour ces questions, l'impact sera grand », a souligné le maire d'Oyo, Gaston Yoka.

« Notre vœu est qu'en dehors de l'autonomisation des filles sur les métiers qu'elles ont appris, nous

devrions aussi mettre sur pied des stratégies efficaces, capables de les encourager à avoir des formations qualifiantes. Sensibiliser les jeunes filles sur les méfaits

des grossesses précoces et entrevoir leur autonomisation aux métiers c'est une bonne chose mais, il faut d'abord les former », a ajouté l'autorité municipale,

avant de signifier que ces formations leur permettront d'avoir un métier lucratif, de changer leurs comportements et d'abandonner les mauvaises habitudes liées à la

vie sexuelle précoce.

Intervenant en sa qualité de jeune fille-mère, Samantha Djanie Mouayobo a précisé qu'une grossesse qui vient avant l'âge de la maturité ou l'âge adulte est une grossesse à haut risque, faisant partie des causes de l'augmentation du taux de mortalité maternelle et de décès précoces. Car, a-t-elle expliqué, le bassin de la jeune fille enceinte n'est pas prêt à accueillir une naissance, avec une forte probabilité qu'elle ait une hémorragie après un avortement spontané, une naissance prématurée, une infection des voies uro-génitales, une anémie, une déchirure du col de l'utérus ou une césarienne, etc.

Parlant des causes de ce fléau, certains intervenants ont évoqué qu'elles sont parfois liées au manque d'entente et de compromis entre les parents, au manque d'assistance familiale pour répondre aux besoins de l'enfant...

Rock Ngassakys



Les participants

OFFRE DE VENTE DE VEHICULES

L'AMBASSADE DE LA REPUBLIQUE FEDERATIVE DU BRESIL A BRAZZAVILLE, REPUBLIQUE DU CONGO VEND LES VEHICULES SUIVANTS :

- 1- VEHICULE MARQUE CAMRY, ANNEE 2008, COULEUR GRISE METALIQUE, 5 (PASSAGERS) PLACES, PRIX MINIMUM DE LA VENTE TROIS MILLIONS QUATRE CENT QUATORZE MILLE (3 414 000) FCFA ET
- 2- VEHICULE MARQUE SUZUKI BUS, ANNEE 2008, COULEUR BEIGE, 8 PLACES, PRIX MINIMUM DE LA VENTE DEUX MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE-SEIZE MILLE (2 276 000).

LES INTERESSES POURRONT VOIR LES VEHICULES, EN OFFRANT LA PROPOSITION D'ACHAT DANS UNE ENVELOPPE CACHETEE A L'ADRESSE SUIVANTE :

AMBASSADE DU BRESIL,
AVENUE NELSON MANDELA C/MFOA
BRAZZAVILLE.



NÉCROLOGIE



M. Jacques Gambou, directeur de cabinet du ministre des Sports, a la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances, du décès de son épouse, Mme Emilie Gambou, née Mossibi, survenu le mardi 24 septembre 2019, au CHU de Brazzaville. La veillée mortuaire se tient dans la rue Mvoula n° 2157, quartier Batignolles, derrière la pharmacie Djager

Vous venez de perdre un être cher et vous souhaitez utiliser notre quotidien pour le faire savoir à vos proches

Une équipe de professionnels est à votre disposition

E-mail.: regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr
84, bd Denis Sassou N'Gesso Immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville



REMERCIEMENTS

Le colonel d'aviation à la retraite, Georges Black-Djo Tsoumou, et enfants vous adressent leurs sincères remerciements pour le soutien multiforme et l'élan de compassion témoignés suite au décès, le 13 août 2019, de leur épouse et mère, Mme Thongo Pémbé Marie-Delphine "PMD".

Veillez trouver ici, l'expression de leur gratitude. Une messe d'action de grâce au Seigneur sera dite le jeudi, 26 septembre 2019 à 15 heures, en la paroisse Notre-Dame de l'Assomption (derrière l'Hôpital militaire) à Brazzaville.



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente:** Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc



Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations :** Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace, Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Gesso immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert
DU LUNDI AU VENDREDI 9h - 17h
SAMEDI 9h - 12h



CHAMPIONNATS D'AFRIQUE DES CLUBS CHAMPIONS DE HANDBALL

Etoile du Congo mise sur ses nouvelles recrues

L'équipe a débuté les préparatifs de la compétition, le 24 septembre, au gymnase Nicole-Oba, avec un effectif composé d'anciens et de nouveaux joueurs.

L'Etoile du Congo sénior messieurs procède aux dernières retouches, afin de ne pas faire piètre figure aux championnats qui regrouperont, du 4 au 13 octobre à Praia, au Cap Vert, dix équipes en version masculine et neuf en version féminine.

Les nouveaux joueurs s'entraînent aux côtés des anciens afin de trouver une cohérence professionnelle. Le staff technique s'appuie justement sur l'unification des joueurs ainsi que sur le plan technico-tactique.

« Il n'y a pas eu assez de départs au terme du championnat national, on a plutôt eu du renfort des équipes sœurs. Nous allons à une compétition continentale pour représenter le pays. Il nous faut donc y aller avec des joueurs vraiment



Les joueurs de l'Etoile du Congo en plein entraînement

« Il n'y a pas eu assez de départs au terme du championnat national, on a plutôt eu du renfort des équipes sœurs. Nous allons à une compétition continentale pour représenter le pays. Il nous faut donc y aller avec des joueurs vraiment outillés »

outillés », a déclaré Modeste Mienandi, directeur sportif de l'Etoile du Congo, au sortir de la séance d'entraînement du 24 septembre. Ce stage organisé par la Fédération congolaise de handball permet aux équipes engagées à cette compétition de se

mettre en jambe.

Selon Modeste Mienandi, son club est prêt à défendre les couleurs du Congo à cette quarante-et-unième édition des championnats d'Afrique des clubs champions de handball, malgré quelques difficultés défensives.

« Nous sommes en train de voir à la fois la 0-6 qui est notre défense de base et la 3-3, ainsi que la 3-2-1. Nous sommes donc dans ce réglage-là, et aussitôt après, nous allons entrer dans la phase des matchs tests, pour faire des correc-

tions », a-t-il expliqué.

Notons que l'Etoile du Congo est logée dans la poule B avec le Zamalek d'Egypte, Widad Smara du Maroc, Fap du Cameroun et un club du Cap-Vert (Despotivo de Praia).

**Rude Ngoma
et Destin Kelly (stagiaires)**

HANDBALL

Quatre sélections féminines disputent à Dakar le ticket pour les JO 2020

L'Afrique sélectionnera son représentant féminin à l'issue du tournoi qualificatif qui se disputera du 26 au 29 septembre, dans la capitale sénégalaise.



Quatre sélections disputent l'unique ticket, notamment l'Angola, le Sénégal, la République démocratique du Congo (RDC) et le Cameroun.

La première journée prévoit des rencontres de haute facture. L'Angola affronte la RDC puis le Sénégal sera aux prises au Cameroun. Le 27 septembre, l'Angola croisera le Cameroun tandis que la RDC en découdra avec le Sénégal. Lors

de la dernière journée, le Cameroun jouera contre la RDC avant le très attendu Sénégal-Angola, l'affiche de la dernière Coupe d'Afrique des nations à Brazzaville. Seul le vainqueur de ce tournoi sera qualifié pour la phase finale des Jeux Olympiques (JO) de 2020 à Tokyo, au Japon. Sur les quatre, seule l'Angola est habituée à des phases finales des JO. Un défi énorme pour ses trois concurrents qui tenteront de contester sa suprématie dans ce tournoi. Les Palancas negras,

rappelons-le, n'ont jamais manqué la phase finale d'affilée après les JO depuis leur première participation en 1996. En cas de qualification, l'Angola participera à sa huitième phase finale d'affilée depuis 1996, 2000, 2004, 2008, 2012 et 2016. Au sortir des derniers Jeux, l'Angola avait occupé la 8e place sur les douze sélections engagées. Sa meilleure performance est la 7e place lors de sa première participation.

James Golden Eloué

SYSTÈME DTMS

Le 5 novembre, date butoir du premier enregistrement

La première période d'enregistrement des joueurs via le système de régulation nationale des transferts (DTMS) prendra fin le 5 novembre à minuit, a rappelé Badji Mombo Wantété, le secrétaire général de la Fédération congolaise de football, dans une correspondance adressée le 25 septembre aux clubs des Ligues 1 et 2 ainsi qu'à ceux des ligues départementales.

La note précise, par ailleurs, que dépasser la date fixée par la Fécofoot, le système de régulation nationale de transfert sera désactivé. Ce nouveau système DTMS (Domestic transfer matching system), entré en vigueur depuis le 1er octobre, selon les instructions de la Fédération internationale de football association (Fifa), sera obligatoire pour toutes les compétitions. Toutes les formalités de mutation de joueurs (prêts et transferts) doivent s'effectuer dans la période retenue par la Fécofoot sur le système DTMS. « Nous vous prions de bien vouloir procéder à vos transferts entre clubs via le système ci-dessus mentionné, et cela pour toutes fins utiles », a rappelé Badji Mombo Wantété.

Dejà, dans la circulaire de la Fécofoot du 30 juillet, il était indiqué qu'un joueur qui n'est pas enregistré dans la base de données sur le système DTMS ne peut pas prendre part au championnat.

En rappel, le DTMS est une plate-forme conçue par la Fifa pour ses associations et leurs clubs affiliés dans le but d'améliorer la gestion des transferts nationaux et de fournir des données fiables relatives au joueur. C'est un canal qui assure une véritable interconnexion entre les clubs d'un même pays en vue d'une meilleure traçabilité.

J.G.E.

NEW YORK

Félix Tshisekedi ce jeudi à la tribune de l'ONU

Le président de la République démocratique du Congo (RDC) s'offre une belle occasion pour convaincre la communauté internationale sur les défis que son pays tient cette fois-ci à relever.

En séjour aux Etats-Unis d'Amérique depuis le 21 septembre où il prend part à la 74^e session ordinaire des Nations unies, Félix Tshisekedi va s'adresser ce 26 septembre à la communauté universelle. Un baptême de feu pour le cinquième président de la RDC qui saisira l'opportunité de son premier discours devant le panel des chefs d'Etat et de gouvernement de la planète pour évoquer les défis auxquels son pays est confronté et qui tendent à annihiler ses efforts de redressement socioéconomique.

Lenjeu de son intervention consistera, sans nul doute, à présenter les opportunités d'investissements que représente aujourd'hui la

RDC, en mettant en valeur son riche potentiel naturel qui n'attend qu'à être exploité à bon escient dans le cadre des partenariats porteurs d'espérances. Le chef de l'Etat congolais réitérera, à coup sûr, son appel à la communauté internationale pour une attention soutenue envers son pays qui renoue diplomatiquement avec l'international. Le fait d'avoir amené avec lui une belle brochette d'opérateurs économiques congolais avisés traduit sa volonté de redynamiser l'entrepreneuriat local via la conclusion des partenariats réalistes et profitables aux Congolais.

Il est vrai que l'insécurité à l'est du pays, en proie régulièrement à des violences

entretenues par des groupes armés, constitue une épine sur le dos du nouveau pouvoir. Cependant, tout est mis à contribution aujourd'hui pour rétablir l'autorité de l'Etat et pacifier cette partie orientale considérée comme le ventre mou de la République. Il faudra donc à Félix Tshisekedi d'user de sa capacité de persuasion pour convaincre des investisseurs sceptiques, et surtout les détenteurs du cordon de la bourse pour aider la RDC à faire face au défi sécuritaire, par-delà l'appui de la Monusco. La communauté internationale est ainsi appelée à ériger un front commun pour soutenir la RDC dans sa dynamique de lutte engagée contre les groupes ar-

més, nationaux et étrangers, qui empestent la région.

Donner le signal d'un nouveau démocratique

Face aux délégués du monde réunis à cette 74^e session ordinaire de l'ONU, le chef de l'Etat congolais sera également attendu sur le dossier Ebola, un virus dont la propagation à vaste échelle représente un danger pour l'humanité. Par conséquent, la sollicitude universelle pouvant se traduire par des financements conséquents de la riposte est à implorer pour aider la sous-région des Grands Lacs à s'affranchir de ce virus mortel.

A tout prendre, le discours de Félix Tshisekedi à la tribune des Nations unies est

censé donner le signal du renouveau démocratique réputé caractériser son quinquennat avec, à la clé, la libération de l'espace politique et une gestion plus humaine des questions liées au respect des droits de l'homme. Là-dessus, le président de la République est appelé à frapper fort pour ôter dans la conscience universelle tout cliché négatif d'un Etat voyou aux relents dictatoriaux dont on a souvent tendance à affubler la RDC. Il doit faire passer le message de paix à laquelle aspirent désormais les Congolais sous son règne sur fond d'un sentiment sans cesse renouvelé à vouloir changer radicalement leur destin.

Alain Diasso

KONGO CENTRAL

Atou Matubuana sauvé de poursuites judiciaires

La majorité de députés provinciaux réunis en séance plénière, le 24 septembre, a voté contre l'autorisation de poursuites du gouverneur provincial, dans l'affaire du scandale qui défraie la chronique telle que sollicité par le procureur général près la Cour de cassation.

Le gouverneur de la province du Kongo central échappe, pour l'instant, aux poursuites judiciaires dans l'affaire du scandale sexuel impliquant son adjoint, Justin Luemba, et son ancienne assistante, Mimi Muiyita. L'Assemblée provinciale, réunie en session extraordinaire depuis le 23 septembre, a voté, mercredi, contre l'autorisation des poursuites judiciaires sollicitée par le procureur général près la Cour de cassation.

Sur un total de quarante députés provinciaux présents à la plénière, vingt et un ont voté contre ces poursuites à son encontre. Au regard de ce vote, Atou Matubuana ne sera donc pas, pour le moment, poursuivi par cette juridiction en ce qui concerne ce scandale sexuel.

Une délégation du FCC à Matadi

Alors que le procureur général près la Cour de cassation avait requis l'autorisation de l'Assemblée provinciale pour le poursuivre, sa plate-forme politique, le Front commun pour le Congo (FCC) a mandaté une mission en vue de suivre de près ce dossier. Sur place, des personnalités originaires de cette province, convoitant également ce



Le gouverneur Atou Matubuana

poste, ont commencé à mener une pseudo-campagne électorale, pour la succession d'Atou Matubuana.

La première étape franchie, le gouverneur est maintenant face à sa plate-forme politique, le FCC, qui lui avait retiré sa confiance. Suspendu par le ministre national par intérim en charge de l'Intérieur à l'époque des faits, Atou Matubuana doit également attendre sa réhabi-

litation avant de reprendre ses fonctions à la tête du Kongo central. En effet l'intérim avait été confié au ministre provincial en charge de l'Intérieur.

Atou Matubuana et son adjoint Justin Luemba avaient été suspendus, rappelons-le, par le ministre par intérim de l'Intérieur après le scandale sexuel survenu dans la maison de passage du gouvernorat de province. Dans plusieurs séquences vidéo

rendues publiques sur les réseaux sociaux, on entendait la voix de l'assistante du gouverneur, Mimi Muiyita, accusant le vice-gouverneur que l'on voyait complètement nu, d'avoir tenté de la violer. En plus de la policière qui avait immobilisé le vice-gouverneur, étaient également visibles dans ces vidéos le responsable provincial de l'Agence nationale de renseignements, le chauffeur de Jus-

tin Luemba ainsi que d'autres personnes présentes en ces lieux de scène.

Après enquête, la Cour de cassation, sur la base des éléments recueillis, a accusé Atou Matubuana, dont les proches ont filmé et diffusé ces vidéos sur les réseaux sociaux, d'avoir utilisé son assistante pour piéger son adjoint, Justin Luemba. Le procureur général près cette cour avait qualifié les faits à sa charge de constitutifs de l'infraction d'outrage public aux bonnes mœurs. Il avait ainsi adressé un réquisitoire au bureau de l'Assemblée provinciale du Kongo central, sollicitant la permission de mener des poursuites contre Atou Matubuana. Des sources concordantes affirment, par ailleurs, que la pièce maîtresse de cette affaire, l'ex-assistante d'Atou Matubuana, Mimi Miyita, révoquée après ce scandale, se trouverait déjà au Canada où elle possède la nationalité. Ayant bénéficié d'un repos médical, elle a transité au Congo-Brazzaville, où elle avait été arrêtée avec un passeport canadien. Alors que la justice congolaise attendait l'entendre sur ce scandale sexuel, son autre nationalité a prévalu.

Lucien Dianzenza

AIDE AUX VULNÉRABLES

L'ONG Mama Sofia consent à soutenir la Fondation Mwimba-Texas

L'association à but non lucratif a décidé d'accompagner l'ONG des albinos de la République démocratique du Congo (RDC) dans la réalisation de ses missions en faveur de ses membres.

Les différentes rencontres entre la présidente et fondatrice de Mama Sofia, Zakia Seddiki, et Alphonse Mwimba Makiessa Texas, président de la fondation éponyme, ont permis aux deux organisations de se découvrir et de décider de cheminer ensemble.

Si la Fondation Mwimba-Texas (FMT) est active dans la recherche du bien-être des albinos et des vulnérables, la Fondation Mama Sofia, elle, s'emploie à combattre la pauvreté dans les quartiers oubliés de la ville. Elle est très engagée à soutenir la population dans le besoin, notamment les mères et les enfants de la RDC.

C'est donc la convergence de ces missions qui ont poussé les deux organisations non gouvernementales à décider de travailler en synergie dans la recherche du bien-être de la population congolaise.

Dans le cadre de ce partenariat, Mama Sofia se propose déjà d'appuyer la FMT dans l'organisation d'une journée de sensibilisation à l'albinisme, le 28 septembre,

au centre culturel Né-Kongo/Association des jeunes du Kongo central, sur l'avenue Kasa-Vubu, dans la commune du même nom. Il est également prévu la projection du film de sensibilisation à l'albinisme intitulé «Mwimba Texas : catch et albinisme en RDC», réalisé par la Française Soazic Sanson.

D'ambitieux projets au profit des démunis

L'organisation non gouvernementale (ONG) Mama Sofia, présidée par Zakia Seddiki, épouse de l'ambassadeur d'Italie en RDC, Luca Attanasio, est une association caritative fondée en 2017 à Kinshasa. Elle est composée des volontaires internationaux et congolais poussés par le souci d'améliorer la vie des enfants et des femmes en difficulté en RDC. Elle a déjà mis en place plusieurs projets (Kinshasa et Kongo central), spécialement dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'accès à l'eau, considérés comme des éléments vitaux pour les tout-petits.



Alphonse Mwimba Texas et Zakia Seddiki, main dans la main pour les vulnérables/Adiac

En matière de santé, cette association est active dans la sensibilisation au VIH/sida, la reproduction, l'hygiène, etc., à Boma, Lukala et Sioni, dans le Kongo central. Elle cherche actuellement

à financer un projet d'adduction d'eau potable au village Sioni. Entre-temps, en partenariat avec l'Édition Pauline, elle mène le projet Livre pour tous, visant à initier et familiariser les en-

fants, surtout ceux issus des familles démunies, à la lecture et le livre. Avec la maternité de Kingasani, Mama Sofia ambitionne de mettre en place une machine pour recycler les déchets hospitaliers jugés dangereux, ainsi que fournir les linges de l'hôpital, y compris les uniformes pour les médecins, les infirmiers, les mamans et leurs bébés. Elle organise également à Kinshasa une clinique mobile pour la prise en charge des enfants de la rue en collaboration avec le Cenacle du foyer Saint-Paul. Par ailleurs, pour répondre aux besoins humanitaires urgents, Mama Sofia s'engage sur deux niveaux différents. Le premier permet d'apporter une réponse immédiate aux demandes de soutien dans des situations de difficultés graves, pendant que le second s'inscrit dans la durée, notamment la création des projets durables afin de générer des revenus pour les plus démunis, en particulier les enfants, les mères et les familles en difficulté.

Lucien Dianzenza

GESTION DES MINÉRAIS

Les modèles d'autres pays de l'Afrique devraient inspirer les autorités congolaises

Très critique sur la prétendue malédiction des minerais congolais, l'ancien Premier ministre, Adolphe Muzito, rappelle que d'autres pays miniers du continent ont réussi à émerger grâce à leurs richesses naturelles. Parfois, il n'a fallu qu'une seule richesse pour booster ces économies inspirées.

La République démocratique du Congo (RDC) est présentée comme « un pays potentiellement riche » mais, ajoute Adolphe Muzito, « qui n'exploite pas ses richesses ». Du moins, le pays n'exploite pas ses richesses dans le sens de se développer comme d'autres de la région ont réussi à le faire. A ce stade, Adolphe Muzito va plus loin en relevant plusieurs paradoxes incroyables et chiffrés. Il cite, par exemple, la présence des ressources naturelles abondantes mais un produit intérieur brut (PIB) parmi les plus bas de la région. En chiffres, révèle-t-

il, cela donne des richesses naturelles potentielles de l'ordre de six mille trois cents milliards de dollars américains et un PIB qui touche à peine les cinquante milliards de dollars.

L'ancien Premier ministre veut lancer un débat sincère sur cette question. Pour lui, la principale raison à la base de ces paradoxes est à la fois

« la faiblesse en matière des politiques publiques » et « l'absence de légitimité des institutions depuis 1960 ». Pour se convaincre du faux débat autour d'une éventuelle malédiction des minerais congolais, il donne le cas de certains pays comme l'Angola et le Nigeria. Ces pays ne se sont pas développés avec plusieurs mais

une seule richesse : le pétrole. « *L'Afrique du Sud, le Nigeria et l'Angola, qui n'ont que du pétrole et même dans ce cas, la RDC est mieux nantie qu'eux, produisent plus que nous* », soutient-il. Les exemples, précise-t-il, peuvent s'élargir dans d'autres secteurs stratégiques. « *Nous avons plus de forêts que le Gabon mais les Gabonais produisent plus ou moins deux milliards de dollars américains alors que nous, c'est quarante-cinq millions de dollars* », argumente Adolphe Muzito.

De ce qui précède, le vrai

problème de la RDC n'est pas lié à toutes ces croyances autour des minerais. En organisant une journée porte-ouverte, son parti politique Le nouvel élan souhaite justement réfléchir sur cette épineuse question et identifier quelques pistes de sortie de crise. « *Nos discussions vont permettre de voir comment sortir le pays de cette situation. Nous cherchons à travailler pour le retour à la souveraineté du peuple, ainsi les richesses seront exploitées pour le bénéfice de toute la population* », souligne-t-il.

Laurent Essolomwa

« Nos discussions vont permettre de voir comment sortir le pays de cette situation. Nous cherchons à travailler pour le retour à la souveraineté du peuple, ainsi les richesses seront exploitées pour le bénéfice de toute la population »

74^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

Le Dr Eteni Longondo partage l'expérience de la RDC dans la lutte contre les violences

Faisant partie de la délégation du chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, à New York, le ministre de la Santé a pris part, en marge des travaux de la session, à une rencontre consacrée à la situation des femmes et des filles en période de crise.

Le ministre congolais de la Santé a saisi l'occasion pour parler de l'expérience et des bonnes pratiques de son pays dans la lutte contre les violences faites aux femmes en période de crise. Il a notamment évoqué la promulgation de la loi sur les violences sexuelles en 2006, le code de protection de l'enfant en 2009, le code de la famille révisé en 2016, l'adoption en 2009 de la politique nationale genre et la stratégie nationale de lutte contre les violences faites aux femmes. En dépit des efforts fournis dans cette lutte, il a souligné : « La RDC fait encore face à plusieurs défis qui constituent la motivation de notre engagement ».

Le nouveau contexte politique, a-t-il reconnu, a permis aux membres de la milice Kamuina Nsapu, dans le Kasai, de sortir de la forêt et de déposer leurs

armes. Plusieurs femmes et filles faisant partie de cette milice, a-t-il dit, nécessitent un accompagnement adéquat en vue de faciliter leur réinsertion sociale. Toutefois, le Dr Eteni Longondo est d'avis que la préparation à la réponse aux urgences reste limitée. Pour ce faire, il a plaidé pour « un renforcement des capacités des acteurs locaux, un travail continu avec la police et l'armée pour une meilleure protection des femmes et des filles en période de crise ». Aussi, a-t-il indiqué, il faut une bonne collaboration avec tous les acteurs de la réponse humanitaire pour atténuer les risques de ces violences.

S'appuyant sur l'analyse de la typologie des violences fondées sur le genre qui montre que la plupart des cas de violences sont dans les familles et les communautés, le ministre



de la Santé pense qu'il faut investir dans le changement de comportement pour changer la tendance. « Nous avons besoin donc d'une transformation de normes sociales culturelles

investir dans le changement de comportement à travers des programmes de prévention et d'éducation à la santé sexuelle et reproductive », a-t-il laissé entendre.

« Nous devons investir nos efforts pour briser le cycle de violence et renforcer la résilience des survivantes. Nous avons un engagement très fort de notre président, son excellence Félix Tshisekedi Tshilombo, de notre première dame, Mme Denise Nyakeru Tshisekedi, de notre Premier ministre et son gouvernement, de notre présidente du parlement et d'une forte société civile. Ensemble, nous ferons des progrès significatifs pour la condition et la protection de la jeune fille et de la femme Congolaise », a assuré le Dr Eteni Longondo.

Blandine Lusimana

RÉGULATION DU TRAFIC ROUTIER

La circulation des escortes officielles à Kinshasa bientôt soumise à une réglementation

La décision a été annoncée par le ministre de l'Intérieur, Gilbert Kankode, au cours d'une cérémonie de prise d'armes, le 25 septembre, tout en appelant les policiers de roulage à lutter contre les embouteillages dans les centres urbains.

Comment lutter contre les embouteillages dans la ville-province de Kinshasa ? Ce questionnement était au centre de la cérémonie de prise d'armes que le ministre de l'intérieur, sécurité et affaires coutumières a présidée mercredi. Une cérémonie qui s'est transformée en une causerie morale à l'endroit des policiers commis à la régulation du trafic routier. Le ministre Gilbert Kankode leur a fait part de sa préoccupation en rapport avec les embouteillages qui brouillent la circulation routière ces derniers temps à Kinshasa. Il a, de ce fait, responsabilisé les policiers commis à la régulation du trafic afin qu'ils fassent correctement leur travail, en les exhortant à faire imposer le code de la route dans le chef des automobilistes et de tous les usagers de manière distincte.

C'est justement pour avoir fait fi de cette exigence sacrifiée sur l'autel des intérêts pécuniaires que les embouteillages ont pris de l'expansion à travers la ville. Plutôt que de réguler la circulation, les policiers sont souvent en quête des pots-de-evin, cherchant à prioriser certains chauffeurs au détriment d'autres, méprisant le code de la route. « Vous devrez recourir aux actions éducatives plutôt que de recourir à la répression et à la corruption », a martelé le ministre de l'Intérieur, sidéré par le niveau de corruptibilité atteint par les agents de la police plus préoccupés à garnir leurs poches qu'à faciliter la circulation routière sur certains axes.

Autre fait à la base des embouteillages déplorés par le ministre, la circulation en désordre des escortes des autorités civiles, militaires et policières qui ne respectent aucune réglementation en la matière au point d'exacerber le phénomène. A ce sujet, Gilbert Kankode a promis d'initier, dans les prochains jours, un décret portant réglementation notamment de la circulation des escortes des autorités civiles, militaires et policières ainsi que l'usage des gyrophares sur la voie publique.

Alain Diasso

NORD-KIVU:

Des arrestations récurrentes des pêcheurs congolais dénoncées au Lac Edouard

L'organisation non gouvernementale Innovation pour le développement et la protection de l'environnement (IDPE) a sollicité l'intervention du président de l'Assemblée provinciale en vue de s'attaquer impérativement aux véritables causes à l'origine de la situation, en organisant le secteur de la pêche du côté congolais et en le conformant à la loi.

Dans une lettre du 25 septembre adressée au président de l'Assemblée provinciale du Nord-Kivu, l'IDPE appelle à redorer l'image ternie de la gestion des ressources halieutiques du lac Edouard, qui devraient contribuer au bien-être de la population au lieu de constituer une source de malheur et de pauvreté.

En effet, l'association se dit inquiète des arrestations répétées des pêcheurs congolais dans ce lac par la marine ougandaise. Lesquels pêcheurs sont amenés dans les geôles ougandaises où ils sont condamnés à des travaux forcés et leur matériel confisqué. L'IDPE soutient que ceux qui ont la chance d'être relaxés après des mesures provisoires, y arrivent au prix de lourdes amendes payées par leurs familles traumatisées et abandonnées.

Une mauvaise gestion du secteur

Les eaux territoriales congolaises, relève l'IDPE, s'étendent sur environ 75% de la surface du lac Edouard. Mais pour avoir été mal gérées, elles ont été appauvries de poissons, pendant que le côté ougandais, qui n'occupe que 25%, est très riche en poissons. « Ainsi, par instinct de survie, nos pêcheurs se retrouvent malencontreusement du côté

ougandais où les eaux sont plus poissonneuses que dans l'espace congolais », déplore cette association, dénonçant « le comportement irresponsable de certains politiciens démagogues qui induisent en erreur les riverains pour des raisons électorales ainsi que leur positionnement politique, leur faisant croire que la surpêche est un droit et que quiconque évoquerait l'aspect réglementation serait ennemi ».

L'intérêt socio-économique du Parc des Virunga

Par la même occasion, l'IDPE a rappelé que le Parc National des Virunga, dans lequel est situé le lac Edouard, constitue d'abord un patrimoine national avant d'être international. Au-delà donc de son rôle écologique reconnu au niveau de la biosphère, notamment grâce à ses écosystèmes forestiers et son réseau hydrographique avec le bassin du Nil comme soubassement, cette aire protégée, a estimé l'association, est d'un intérêt socioéconomique inestimable pour le pays, en général, et pour la population riveraine, en particulier. Plus de cinq cent mille familles, a-t-elle affirmé, vivent directement et indirectement des activités de la pêche. « En ce XXI^e siècle, le

tourisme constitue le second moteur de développement des nations, après le pétrole. Cette contribution est conditionnée par une bonne gestion et cela pourra participer sensiblement à l'accroissement de notre produit intérieur brut », a fait savoir l'IDPE.

Pour éradiquer ce phénomène qu'elle qualifie de honteux et récurrent qui non seulement compromet la sécurité des pêcheurs congolais mais aussi décrédibilise la gouvernance quant à l'exploitation des ressources dans ces eaux communes, l'IDPE préconise de s'attaquer impérativement aux véritables causes à l'origine de cette situation. Elle sollicite notamment l'application effective de la réglementation de la pêche dans tous ses aspects, en luttant contre l'impunité qui gangrène ce secteur. L'association préconise aussi la dépolitisation du secteur et l'interpellation de certains politiciens en mal de positionnement qui doivent se muer en sensibilisateurs de la population pour instaurer le civisme, les bonnes pratiques pour leur garantir un développement durable et aussi répondre aux aspirations légitimes de celle-ci, que de verser dans le discours polémique et démagogique.

Lucien Dianzenza

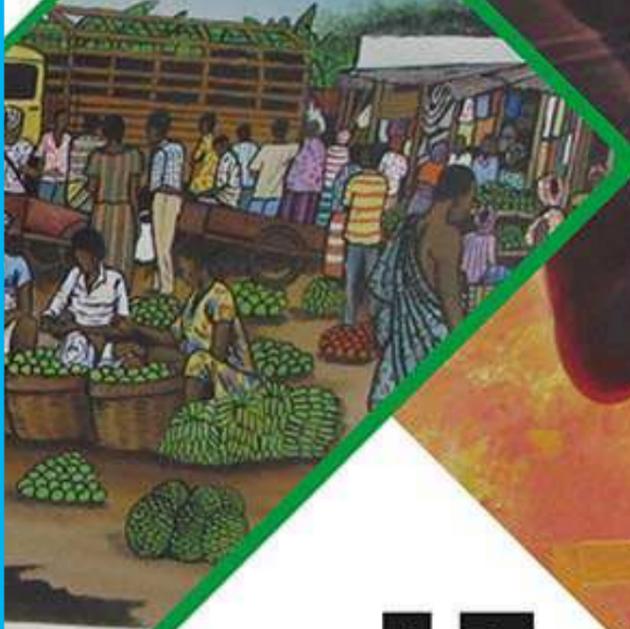
Le Musée Galerie du Bassin du Congo

présente

LIPANDA

Une exposition de peinture et de sculpture,
à l'occasion des festivités du 59^{ème} anniversaire
de l'indépendance du Congo

*Marché du village
Nzimmy B*



*A la recherche du bonheur
Tumbe Chris*

13
du **Août**
Au **12**
Octobre 2019

*Les géants de la forêt
Zénon Mosséli*



Musée
du Bassin du **Congo**

Contacts
+242 06 666 70 65
+242 04 411 64 11

Adresse
84, boulevard Denis-Sassou-N'Gesso
Brazzaville - République du Congo



CERCLE D'ÉTUDES SCIENTIFIQUES RAYER

L'ambassadeur d'Ethiopie à l'Unesco nommé président d'honneur

Henok Teferra Shawl, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Ethiopie et vice-président de la compagnie Ethiopian Airlines, a été élevé pour services rendus au continent africain mais aussi pour sa contribution à la diffusion de la connaissance auprès de l'humanité.

La nomination de Henok Teferra Shawl découle d'une décision adoptée lors du dernier conseil d'administration du cercle d'études scientifiques Rayer. Ami du regretté Pr Béséat Kiflé Sélassié, a indiqué le président du cercle, l'ambassadeur éthiopien à l'Unesco n'a pas été nommé pour le remplacer mais pour en être son représentant ou son continuateur dans le respect de sa mémoire au sein de cette structure.

En effet, c'est par le biais du regretté Pr Béséat Kiflé Sélassié que Henok Teferra Shawl avait été informé des découvertes de Thierry Rayer et de l'intérêt du continent africain et de l'humanité de faire en-

trer ces découvertes au patrimoine immatériel de l'Unesco. Le Pr Béséat Kiflé Sélassié envisageait une collaboration de toute l'humanité afin de diffuser la connaissance et la méthodologie aux prochaines générations, dans une idée de préservation et de protection des clefs décryptant l'art et l'architecture.

Les découvertes de Thierry Rayer s'appuient sur l'utilisation des procédés mathématiques universels et de Thalès, Pythagore, le nombre d'or, la suite de Fibonacci. Elles permettent de rassembler toutes les grandes réalisations de l'humanité ainsi que d'offrir une clef de lecture de l'art et de l'architecture depuis



Henok Teferra Shawl avec la directrice générale de l'Unesco

Bruno Okokana

l'Antiquité jusqu'à la période moderne. Ces découvertes démontrent que l'origine culturelle commune à l'humanité est africaine.

Le nouveau président d'honneur du cercle représentera le Pr Béséat Kiflé Sélassié durant une interview vidéo pour le film en cours de production sur l'universalité de la création avec la participation de nombreuses délégations auprès de l'Unesco. Le président Rayer et Henok Teferra Shawl pensent que ce serait rendre hommage à leur ami commun que de parvenir à réunir l'Afrique, mais aussi l'humanité entière autour de valeurs communes.

SOLIDARITÉ

Spirita Nanda apporte son soutien à l'orphelinat Village Mwana

L'artiste musicienne va donner un concert caritatif gratuit, le 4 octobre à Pointe-Noire, en compagnie de Welicia La Belle, Jada Chief et le trio Harmony de Brazzaville.

Afin de redonner la dignité à la population vulnérable, en général, et les enfants, en particulier, l'orphelinat Village Mwana lance le projet de construction de son refuge permanent à Pointe-Noire. Pour réussir cette initiative, il a sollicité l'apport des bénévoles et des donateurs sensibles à la cause enfantine. C'est pour répondre à cette demande que Spirita Nanda a initié un concert caritatif gratuit.

De nombreux partenaires tels Debayonne World & Sa Bande, Le Comptoir, Antoine Auvray Photography, BM Kitoko et Biashara Networking ont déjà apporté leur soutien. Les contributions récoltées seront ensuite remises à l'orphelinat Village Mwana.

Signalons que Spirita Nanda est une artiste congolaise d'origine camerounaise. Attirée dès sa tendre enfance par les mélodies des berceuses camerounaises, elle fait véritablement son entrée dans la musique en composant sa première chanson en 1997. Après des prestations scé-



niques modestes dans son pays, elle intègre le Chœur Credo du Congo et s'imprègne des techniques de chants classiques et gospel. Son style épouse l'afro soul et électro pop.

Spirita chante l'amour, la paix, le retour aux sources et le respect des valeurs humaines, à travers une fusion de soul et d'afrobeat. Elle est aussi passionnée de design.

Hervé Brice Mampouya

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Le Centre d'excellence d'Oyo démarre ses activités l'année prochaine

L'annonce du lancement des activités de la structure de recherche a été faite, le 25 septembre à Brazzaville, par le directeur général de Eni-Congo, Marco Rotondi, lors d'une séance de travail avec le ministre de tutelle, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou.



Le ministre Coussoud-Mavoungou faisant le point avec le DG d'Eni-Congo

« Les travaux du Centre d'excellence d'Oyo sont exécutés à 75%. On espère que l'année prochaine, les activités seront lancées », a déclaré le directeur général de l'Eni-Congo, entreprise chargée de la construction du centre. Cette structure de recherche à caractère international comporte cinq laboratoires, trois salles de réunions, un atelier, un entrepôt, un espace ouvert pour les essais, une salle de conférence, une cuisine et cantine, un espace extérieur pour parking, un jardin, un poste de garde et des services de déminéralisation d'eau et d'anti-incendie.

Par ailleurs, considéré comme un centre de référence pour l'Afrique, il permettra l'étude

et le développement d'énergie renouvelable, pour la diversification de la production d'énergie et le développement du capital humain en la matière. La mise en place des technologies innovantes est également préconisée, pour supporter la recherche et le développement durable au Congo, l'application des recherches pour promouvoir le développement de l'Afrique et l'approvisionnement en énergie, le focus de la recherche en transitant de l'énergie traditionnelle à l'énergie soutenable.

Au sein du Centre d'excellence d'Oyo, la recherche se fera également sur l'énergie solaire et des sources renouvelables avec acquisition des données sur

place, le développement de nouvelles initiatives de durabilité avec les technologies solaires. Au niveau environnemental, le centre se chargera des technologies physico-chimiques pour la caractérisation et l'assainissement de l'eau ainsi que des sols, du bio-assainissement pour la décontamination des sols et de l'eau et des approches environnementales innovantes pour une meilleure durabilité.

Ce centre d'excellence est le fruit de la collaboration entre le gouvernement congolais et Eni-Congo. Sa mise en œuvre s'inscrit dans le cadre d'un accord-cadre de valorisation des gaz annexes.

Rominique Makaya